

# Agreste Martinique



Octobre 2014

## Bulletin de conjoncture agricole 1er semestre 2014

### Bilan climatique

Cela faisait bien longtemps que le climat n'avait pas été aussi favorable à la réalisation des travaux des champs. Ces conditions assez remarquables profiteront sans nul doute à la récolte 2015 de canne à sucre. En attendant, la Martinique n'a jamais si peu récolté de canne à sucre de son histoire. A l'instar de la conjoncture européenne et pour ce qui nous concerne, les prix évoluent très peu et la consommation des ménages ralentit. Cependant, les niveaux d'achat en produits locaux se maintiennent encore.

En outre le devenir de la SOCOPMA a été dans tous les esprits. Cette lente descente a permis de mobiliser d'autres circuits de distribution. La production de fruits et légumes a même connu un regain d'activité.

### Peu de précipitation en fin de semestre

Le bilan de météo France fait état d'un semestre marqué par les déficits hydriques.

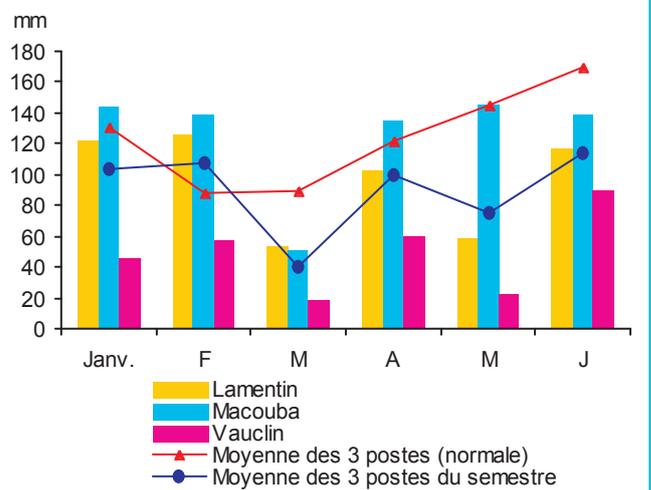
« Du 1er mars au 28 juin, le bilan pluviométrique était l'un des plus faibles qu'ait connu la Martinique depuis

le début des mesures. Dans les annales qui remontent à 1933, seules les années 1975 et 1937 présentaient un déficit de pluie plus important sur cette période, à Fort-de-France Desaix (2001 pour le Morne des Cadets).

2014 présente donc de fortes similitudes avec les années 1975 (la référence dans beaucoup de postes de Martinique) et 2001, en se classant en 3e position parmi les plus faibles cumuls, comme au Lamentin (271mm du 1 mars au 28 juin au lieu de 498mm) ou à Ste-Anne (152mm). Mais la région de St-Pierre, l'une des plus touchée, ne mentionne aucun cumul aussi bas (129 mm) depuis 1972. On y comptabilise 72 journées sans pluie en 4 mois au lieu de 59 j. » (bulletin climatique mensuel de Martinique, juin 2014).

Ce déficit de pluviométrie intervient après deux années marquées par des carêmes courts et très humides. Les sols ainsi détremés avaient subi des compactations plus en profondeur qu'à l'accoutumé lors des passages des engins agricoles ou des animaux en pâture. Ces atteintes aux structures des sols se sont faites de manière hétérogène sur l'ensemble des exploitations de la

Représentation des relevés pluviométriques du Lamentin, Macouba et du Vauclin de janvier à juin 2014, comparés à ceux des normales des trois postes cités et à la moyenne de ceux-ci pour le 1er semestre 2014



Source : Météo-France

Martinique. Ainsi, sur le terrain, les manifestations des conséquences climatiques ont été extrêmement diverses et assez diffuses.

Cette longue période sèche a permis aux sols argileux une restructuration profonde engendrée par les fentes de retrait des argiles. Ce travail naturel constitue un phénomène essentiel pour la régénération des sols.

De surcroît, cette accalmie dans le régime des pluies a constitué un répit dans le développement des attaques fongiques et en particulier de la cercosporiose.

### Des évapo-transpirations remarquables

Des vents forts et des températures particulièrement élevées ont également accompagné ces faibles précipitations. En conséquence, les besoins en eau ont souvent dépassé les 6 l/m<sup>2</sup>. En d'autres termes, une dizaine de jours sans apports conséquents réduisent à néant tout espoir de récolte marchande. En dépit d'une ressource en eau suffisante à bien des endroits, des agriculteurs disposant de matériel d'irrigation ont eu des pertes de production. Le matériel utilisé ne convient pas pour faire face à une demande climatique d'une telle intensité.

# CONTEXTE GÉNÉRAL

## Des prix globalement en recul et une consommation en berne

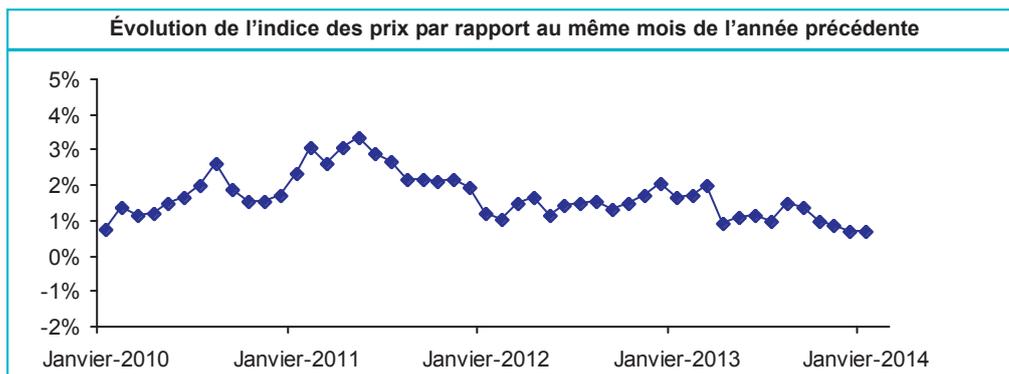
Le contexte général est à la quasi-stagnation des prix à la consommation. Les produits alimentaires frais enregistrent même un recul des prix. L'INSEE l'évalue à 3,1% sur les 12 derniers mois.

De surcroît, la consommation des ménages est en nette baisse. L'IEDOM indique que le chiffre d'affaires des hypermarchés est en repli de 8,9% sur ce semestre. Cependant, sur un an, son évolution reste encore positive (+5,3%).

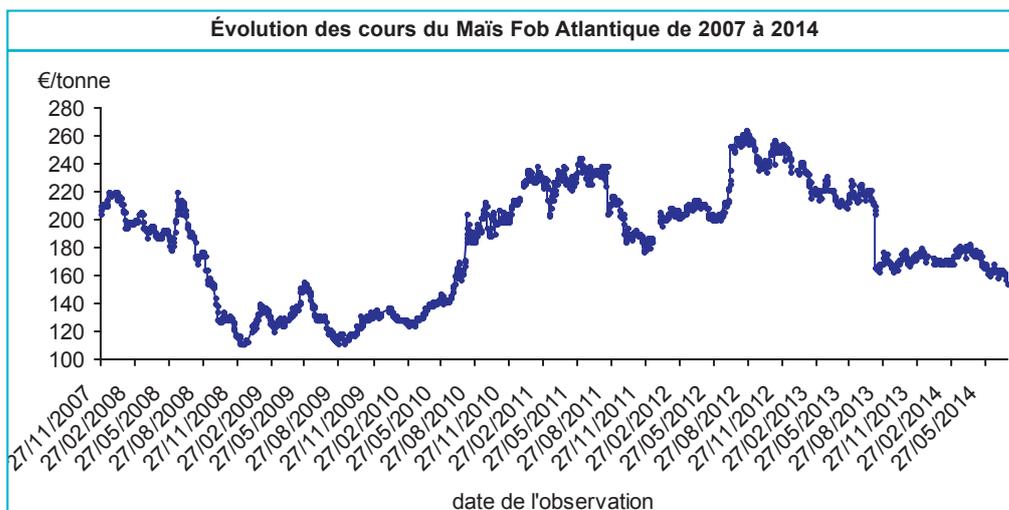
Cette situation d'atonie favorise également le recul des prix CIF des principaux intrants de l'agriculture. L'évolution des salaires reste aussi modérée. En revanche, l'IEDOM souligne que les trésoreries et les délais de paiement des entreprises pourraient se dégrader.

L'agriculture et l'agro-alimentaire qui représentent respectivement 6% et 4% des emplois salariés recommencent à embaucher. L'agriculture reste au dessus des 4 000 personnes salariées. L'agro-alimentaire au sens large réussit à maintenir ses effectifs au dessus de 2 500 salariés. Au regard de l'évolution globale du nombre des emplois en Martinique, ces performances démontrent leur capacité à créer de la richesse. Cette dernière se traduit également par des évolutions de salaires comparables aux autres secteurs d'activité. L'agro-alimentaire connaît même une progression plus rapide.

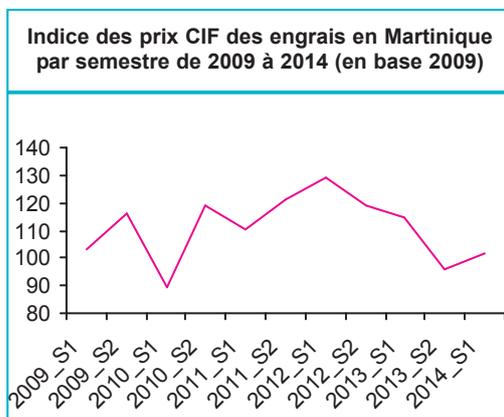
- Agriculture, sylviculture et pêche
- Industries agro-alimentaires
- Tous secteurs



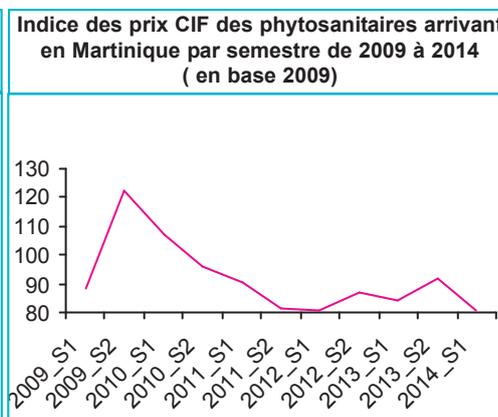
Note de lecture : en janvier 2011, l'indice des prix (ensemble) a augmenté de + 2,4% par rapport à janvier 2010.  
Sources : Insee, Dirag 2014



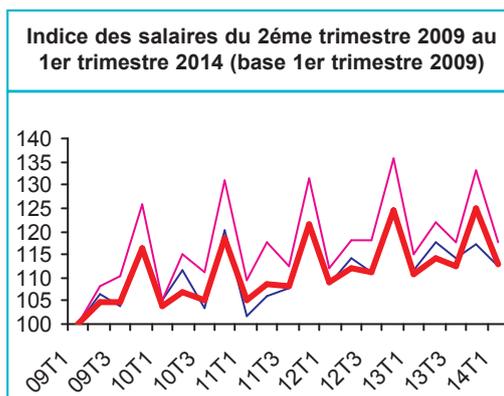
Source : FranceAgrimer



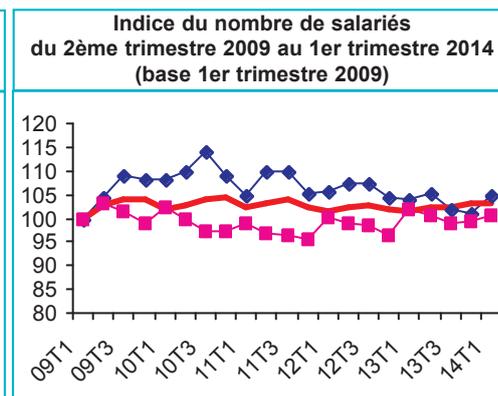
Source : Douanes



Source : Douanes



Source : Accos



Source : Accos

## FILIERE VEGETALE - Canne à sucre

### Mauvaise année pour la canne à sucre. Cependant tous les planteurs ne sont pas à la même enseigne

Sans surprise, la récolte 2014 est la pire que la Martinique a pu connaître ; recul de 16% par rapport à la moyenne décennale. Les conditions climatiques au début des trois précédentes campagnes ( de 2011 à 2013) constituent l'essentiel des explications. Il faut se souvenir que de 2011 à 2013, des épisodes pluvieux singulièrement intenses ont mis un terme au carême, bien souvent naissant, en pleine période de récolte. Les passages des engins de récolte ont ainsi entraîné des dégradations de structures des sols préjudiciables au développement des rejets des souches de canne. De surcroît, les intrants apportés aux plantations ont été globalement lessivés sans qu'ils aient eu vraiment le temps d'avoir un quelconque effet. Le retour en 2014 à un carême plus sec laisse penser que la récolte 2015 sera nettement plus généreuse. De plus, tous les travaux de replantation se sont réalisés dans d'excellentes conditions.

Canne à sucre	Campagne			Variation
	2012	2013	2014	2014/2013
Cannes manipulées usine (tonne)	47 368	42 872	39 665	-7%
Cannes manipulées distilleries (tonne)	127 938	135 050	127 216	-6%
Total cannes manipulées (tonne)	175 306	177 922	166 881	-6%
Surface totale déclarée en canne à sucre (ha)	3 870	3 824	3 789	-1%
Nombre de planteurs	229	185	181	-2%
Surface moyenne/planteur (ha)	17	20	21	7%
Rendement de la sole cannière (T/ha)	45,3	46,5	44,0	-5%
Moyenne des rendements des exploitations (T/ha)	39,5	41,7	48,2	16%

Sources : Douanes - CTCS - DAAF

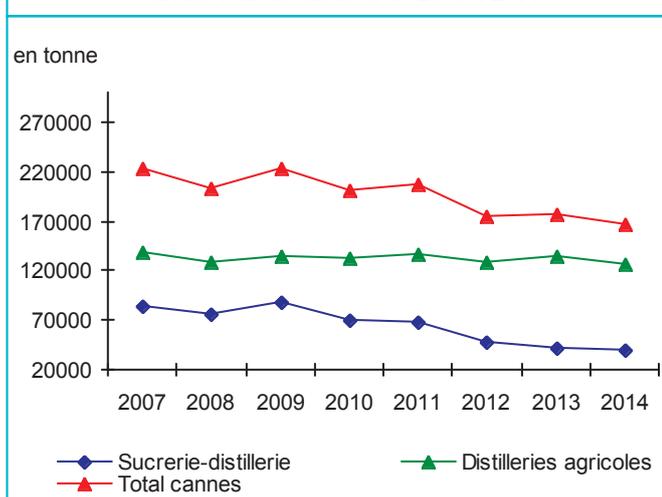
Néanmoins, les résultats de 2014 montrent une évolution positive des moyennes de rendements des exploitations. Cette tendance, qui semblerait être en contradiction avec le score de la campagne, est le fait d'une part de planteurs qui ont mis en place des stratégies de soins aux cultures adaptées aux conditions du moment, et d'autre part à la migration de la sole cannière vers des sols allophanes moins sensibles aux tassements lors du passage des engins agricoles. Cependant, sur ces sols ayant des capacités de stockage en eau plus réduites, les cultures de canne pourraient se trouver mises en difficulté avec des pluviométries plus espacées.

### Confirmation des tendances : l'ajustement se fait au détriment de la sucrerie

En moins de dix années, la part de la sucrerie dans les livraisons de cannes a régressé de 40% à moins d'un quart. Cette évolution est le résultat d'une baisse tendancielle de la production au seul détriment de la sucrerie. Les distilleries broient des quantités globalement assez stables dans le temps, soient 130 000 tonnes par an. En dix ans, le nombre de planteurs a régressé de près de 50%. Cette tendance se poursuit en 2014. Cependant la surface en canne évolue peu. La surface par planteur s'accroît.

Le rendement brut en rhum de la tonne de cannes broyées se situe encore en deçà de 2% de la moyenne décennale. L'amélioration de qualité des cannes en 2014 n'a pas suffi pour rattraper les meilleures années de 2006 à 2008. Par conséquent, la baisse des livraisons de cannes à sucre se traduit par une moindre production de Rhum. Les exportations et la consommation de rhum restent toujours dynamiques. Si elles se maintiennent, les stocks s'afficheront à la baisse. S'agissant de la valeur à l'exportation, elle se replie de 5% par rapport au 1er semestre de l'année précédente.

Évolution des livraisons de canne à sucre suivant leur destination de 2007 à 2014

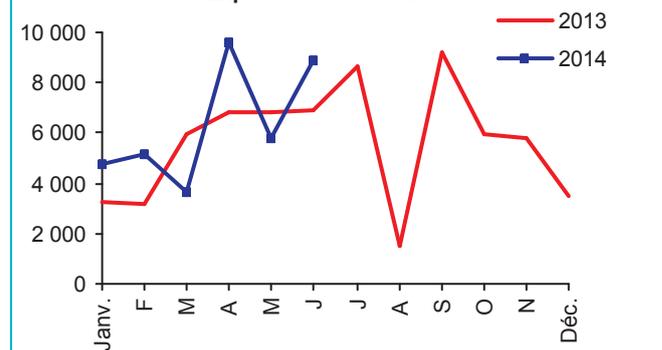


Source : Douanes

Peu d'évolution sur le rendement brut industriel des cannes : 97l de rhum à 55°/t de canne

Rhum (HAP)	1er semestre			Variation
	2012	2013	2014	2014/2013
Production	81 009	79 719	77 081	-3%
Exportation	32 364	32 240	32 633	1%
Commercialisation locale	9 017	8 642	8 652	0%

Exportation de rhum



Source : Douanes

## FILIERE VEGETALE - Banane à l'exportation

Banane d'exportation	1er trimestre			Variation 2014/2013
	2012	2013	2014	
Exportations (tonne)	91 001	95 070	97 802	3%
Prix moyen quai départ (€/Kg)	0,75	0,75	0,70	-7%
Importations de vitro-plants (millier)	993	998	1 120	12%

Sources : CIRAD - DAAF

Banane d'exportation Caractéristique des exploitations	Année			Variation 2014/2013
	2012	2013	2014	
Surface en banane déclarée (ha)	6 285	6 251	5 794	-7%
Surface en jachère (ha)	573	309	259	-16%
Surface moyenne par planteur (ha)	15	16	15	-6%
Nombre de planteurs	422	398	393	-1%

Source : DAAF

### Des prix faibles mais des chiffres d'affaires en progression

La concurrence des arrivages des pays africains constitue l'élément majeur de la faiblesse des cours au 1er semestre 2014. De surcroît, la faiblesse du dollar face à l'euro a accentué la compétitivité des bananes dollars. Néanmoins, les volumes n'étaient pas au rendez-vous. L'offre modérée a eu le rôle trouble-fête dans les négociations de prix. Le relâchement de la présence de celles-ci a permis un raffermissement des cours en fin de période.

Cette année, l'abondance des fruits de saison ainsi que leur précocité n'ont finalement eu que peu de répercussion sur

les prix de la banane. Les températures plutôt fraîches en deuxième partie du printemps ont constitué un élément favorable au maintien de la consommation.

Désormais, les actes d'achat se déterminent plus en fonction du prix que du climat et a fortiori en période de tension sur les revenus des ménages. La banane est le fruit le moins cher sur le marché européen. Cependant, les chiffres d'affaires et les quantités exportées restent globalement supérieurs à la moyenne quinquennale.

Le raffermissement des cours au redémarrage de la saison 2014-2015 laisse à penser que les exploitations feront finalement une bonne année 2014.

### Désormais moins de 6 000 ha de banane

Les surfaces plantées reculent de 457 ha en 2014 par rapport à 2013. La diminution du nombre de planteurs se poursuit mais dans une moindre proportion. Cette accélération des baisses des surfaces plantées et des jachères doivent être interprétées comme des signaux d'alerte qu'il conviendrait de décortiquer au niveau de chaque exploitation.

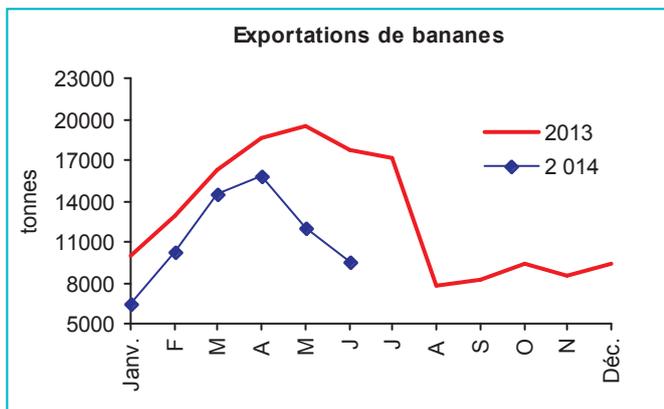
En revanche, à l'instar des travaux conduits sur l'historique de la filière banane, les conséquences de la tempête Chantal n'échappent pas à la règle implicite du retrait pour partie définitivement des parcelles les moins productives.

L'autre élément est la nette diminution des déclarations de surfaces en jachère relatives aux exploitations bananières. Il est vrai que les pratiques semblent évoluer vers des rotations banane/canne à sucre

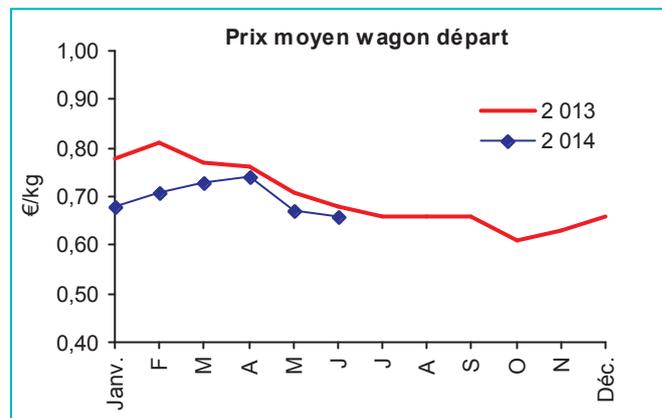
En outre, au regard de l'accroissement de l'importation de vitro-plants durant ce semestre, les pratiques culturales respectueuses de l'environnement seraient toujours d'actualité.

### L'emploi agricole : dépendant de la conjoncture de la banane.

Le passage de la tempête Chantal en juillet 2013 avait déclenché une baisse du nombre de personnes employées en agriculture et particulièrement dans le secteur de la banane. Le retour d'une situation plus favorable pour ce dernier constitue l'explication essentielle de retour à l'embauche de personnel en agriculture.



Source : CIRAD



Source : CIRAD

## FILIERE VEGETALE - Fruits et Légumes

L'approvisionnement en fruits et légumes frais					
1er semestre	Année	Légumes (avec melon)	Fruits (avec banane locale et ananas)	Tubercules	Total
Production locale	2013	6 651	2 253	1 139	10 043
	2014	9 095	2 803	1 876	13 775
Importations	2013	3 865	4 332	3 160	11 357
	2014	4 170	5 098	2 816	12 085
Taux d'approvisionnement en fruits et légumes frais	2013	63%	34%	27%	47%
	2014	69%	35%	40%	53%
Évolution du marché du frais*	2014/2013	26%	20%	9%	21%

\*marché du frais = production locale + importations en frais

Source : DAAF, enquête

### Une production plus abondante

Les conditions climatiques au 1er semestre ont été favorables à la production de légumes frais. En 2013, les pluies abondantes avaient fortement perturbé les cycles de culture.

Cependant, cette évolution est le fait de quelques produits. Ainsi, la perte de diversité dans la production se poursuit. La production de légumes se compose désormais de tomates, salades, concombres et de melons pour l'essentiel. L'importation progresse encore ce semestre, sans doute pour répondre à cette perte de diversité dans l'offre locale. Néanmoins, la progression du marché constitue une preuve supplémentaire qu'une croissance de l'offre en produits locaux stimule la demande. A ce stade, il convient de rappeler l'évidence qu'un choix plus restreint de produits constitue une menace à terme sur le dynamisme de la demande.

Aux avants postes, la production de concombre semble en avoir fait les frais. Des concombres à moins de 30 centimes d'euro par kilogramme n'ont plus trouvé d'acheteurs.

La disparition de la SOCOPMA a mécaniquement

réduit la part des OP. La production des adhérents de cette structure s'est répartie entre les réseaux des indépendants (grossistes, revendeurs, GMS) et les ventes de proximité (particuliers, marchés de plein air, bords de route). Cependant, il faut avoir à l'esprit que cette faillite laisse tout de même des producteurs aux trésoreries exsangues dans l'incapacité de remettre en culture toutes leurs parcelles et, pour les plus fragiles, sans débouchés rémunérateurs.

### Une meilleure valorisation cache une réalité bien difficile

Les prix des produits hors des circuits des OP sont globalement plus importants. Par conséquent, une part plus grande de produits dans ces circuits accroît mécaniquement le prix moyen. Cependant cette commercialisation, contrainte par la force des choses, implique tout de même un accroissement des frais, supporté par le seul producteur, inhérents aux mises en marché plus complexes.

De surcroît, elle ne permet pas l'accès aux aides POSEI (soit près de 0,4€/kg). Ce simple constat cache en fait une réalité bien difficile à vivre. L'arrivée de quantités supplémentaires sur les marchés non organisés a constitué certainement le facteur essentiel du repli des prix observés sur le marché de Dillon et au niveau des OP dans un contexte économique en berne.

Ainsi, la lente agonie de la SOCOPMA puis le jugement de sa liquidation en septembre dernier constituent un choc pour la profession et les partenaires des filières. Il conviendrait d'amplifier la réflexion avec encore plus de profondeur sur l'architecture et la gouvernance des structures agricoles.

Désormais, la résignation et le pragmatisme ont pris le dessus. Chacun a pris ses dispositions pour écouler sa production dans un contexte de renforcement de la demande plus en lien avec la proximité.

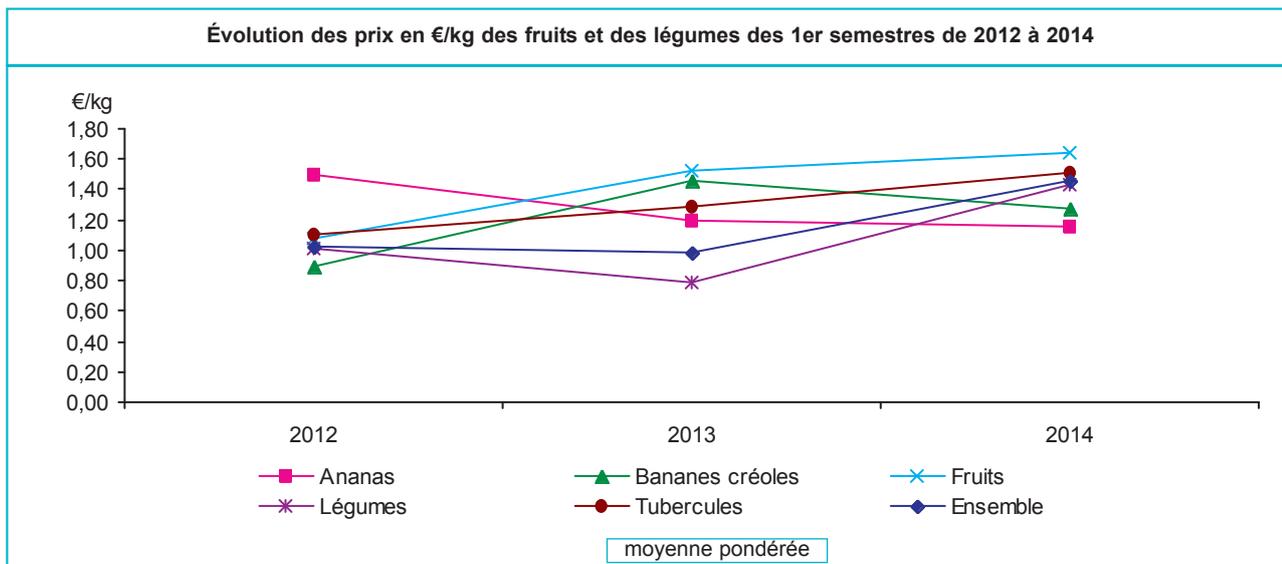
1er semestre	Prix moyen €/kg			Variations	
	2012	2013	2014	2013/2012	2014/2013
Ananas	1,50	1,20	1,15	-25%	-4%
Bananes	0,89	1,46	1,27	39%	-13%
Fruits	1,08	1,52	1,64	29%	8%
Légumes	1,02	0,78	1,43	-30%	83%
Tubercules	1,10	1,28	1,52	14%	18%
Ensemble	1,03	0,99	1,46	-4%	47%

Sources : DAAF, enquête

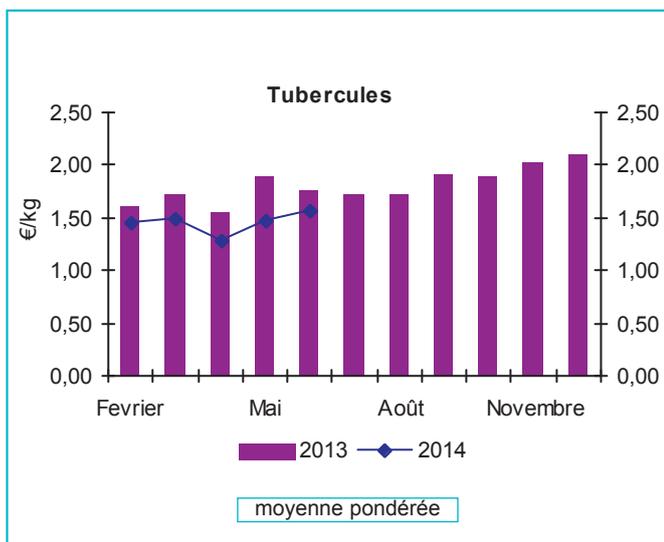
1er semestre	Part des OP pour chaque catégorie			Variations	
	2012	2013	2014	2013/2012	2014/2013
Ananas	81%	92%	93%	11	2
Bananes	22%	16%	10%	-6	-6
Fruits	42%	71%	28%	28	-43
Légumes	28%	64%	31%	35	-32
Tubercules	11%	23%	4%	12	-19
Ensemble	28%	58%	26%	30	-32

Sources : DAAF, enquête - Organisme Professionnel

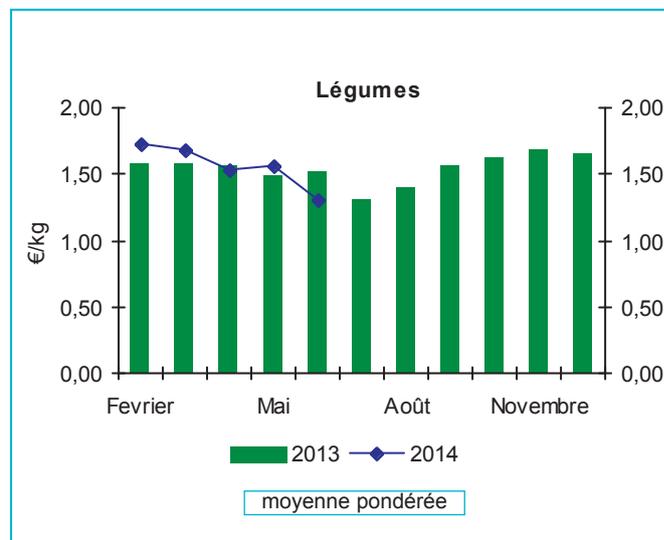
# FILIERE VEGETALE - Marché des fruits et Légumes



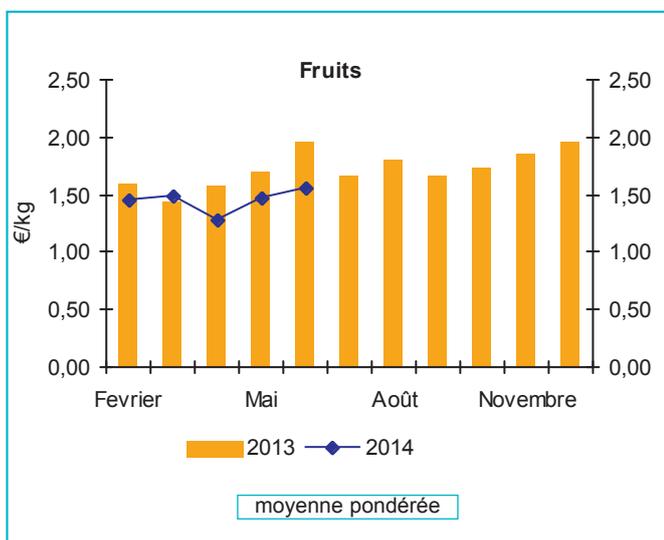
Source : DAAF, enquête



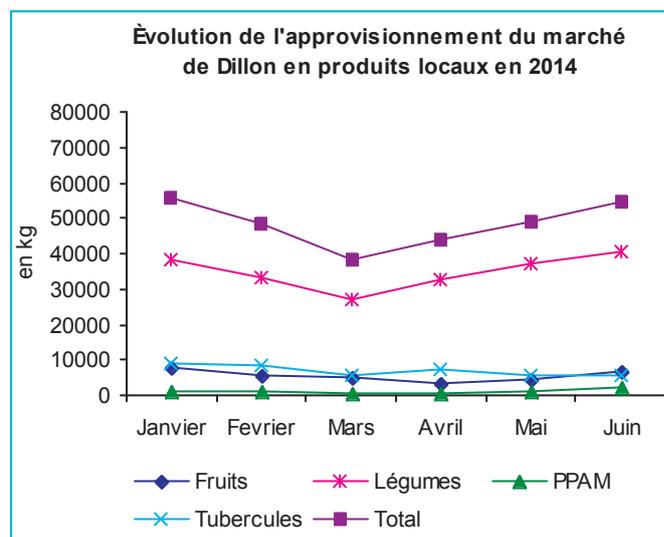
Source : DAAF, enquête



Source : DAAF, enquête



Source : DAAF, enquête



Source : DAAF, enquête

## FILIERE ANIMALE - Production et consommation de viandes

Bovins	1er semestre			Variation
	2012	2013	2014	n/n-1
Abattages contrôlés (tonne)	525	572	514	-11%
Importations viandes fraîches				
poids (tonne)	583	599	688	13%
valeur (1000 euros)	4 418	5 132	5 431	6%
Importations totales <sup>1</sup>				
poids (tonne)	2 063	2 054	2 032	-1%
valeur (1000 euros)	10 508	11 652	10 888	-7%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	20%	22%	20%	

Sources : Semam - Douanes

Porcins	1er semestre			Variation
	2012	2013	2014	n/n-1
Abattages contrôlés (tonne)	431	499	514	3%
Importations viandes fraîches				
poids (tonne)	89	181	45	-75%
valeur (1000 euros)	325	615	208	-66%
Importations totales <sup>1</sup>				
poids (tonne)	1 873	1 652	1 706	3%
valeur (1000 euros)	4 951	4 604	4 813	5%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	19%	23%	23%	

Sources : Semam - Douanes

Poulets - coqs	1er semestre			Variation
	2012	2013	2014	n/n-1
Abattages contrôlés (tonne)	571	601	624	4%
Importations viandes fraîches				
poids (tonne)	11	218	16	-93%
valeur (1000 euros)	112	449	128	-71%
Importations totales <sup>1</sup>				
poids (tonne)	5 094	5 422	5 283	-3%
valeur (1000 euros)	8 512	9 712	8 369	-14%
Importations poussins d'un jour (unité)	673 135	736 679	743 545	1%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	10%	10%	11%	

Sources : Abattoir - Douanes

### Retour d'une consommation en berne

Après les rebonds des approvisionnements en 2012 et en 2013, la consommation donne à nouveau des signes de faiblesse. Dans son ensemble, la production locale est également en léger repli dans les mêmes proportions.

Mais ces données appréhendent de manière bien trop globale la situation. Elles cachent en réalité un profond changement dans la structuration de la production. L'élevage hors

sol représente désormais plus de 70% de la production de viande en Martinique. Cette proportion ne cesse de progresser et semble se faire au détriment des élevages d'herbivores. La relation ainsi établie est sans aucun doute plus complexe que ce simple constat.

Cette tendance du grignotage de la viande blanche locale sur la viande rouge ne se retrouve pas au niveau de l'approvisionnement global. En tenant compte des possibles reports

Toutes viandes	1er semestre			Variation
	2012	2013	2014	n/n-1
Abattages contrôlés (tonne)	1 554	1 698	1 677	-1%
Importations totales <sup>1</sup>				
poids (tonne)	9 526	9 742	9 604	-1%
valeur €/kg	2,76	2,95	2,80	-5%
Total approvisionnement	11 080	11 440	11 281	-1%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	14%	15%	15%	

Sources : Semam - Douanes - Abattoir

Viandes blanches	1er semestre			Variation
	2012	2013	2014	n/n-1
Abattages contrôlés (tonne)	1 002	1 100	1 138	3%
Importations totales <sup>1</sup>				
poids (tonne)	6 967	7 074	6 989	-1%
valeur €/kg	1,93	2,02	1,89	-7%
Total approvisionnement	7 969	8 174	8 127	-1%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	13%	13%	14%	

Sources : Semam - Douanes - Abattoir

de stock d'un semestre sur l'autre, les évolutions semblent nettement plus lentes et moins perceptibles.

### Toujours plus de viande locale porcine et de volaille

La production de viande porcine poursuit désormais sa progression à partir de porcelets nés localement. Néanmoins, la Martinique maintient son niveau d'importation, plus de 700 porcelets sur ce 1er semestre. La décreue ainsi amorcée en 2013 marque donc un coup d'arrêt en 2014. La production de viande de volaille du secteur coopératif progresse encore alors que dans le même temps les éleveurs indépendants ralentissent leurs approvisionnements en poussin. Au final, la production de viande de volaille enregistrera certainement une baisse de sa production annuelle.

Le contexte du ralentissement des importations de viande de poulet congelé à bas prix aurait dû conduire à une moindre activité de la production locale de poulets standards. Rien de tel, le premier semes-

tre n'a manifesté aucun signe de fléchissement.

### Interrogations relatives à la chute brutale des abattages contrôlés de bovins

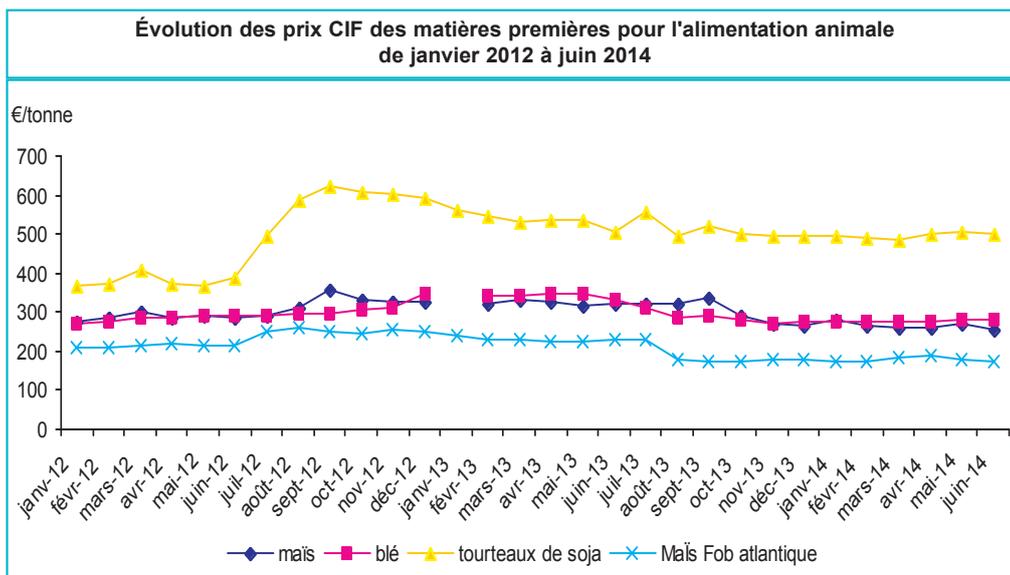
Le sursaut de la production de viande bovine en 2013 restera sans aucun doute un effet conjoncturel. La décroissance semble revenir.

Cette baisse de production est due essentiellement à une diminution du nombre de têtes abattues. Cependant, les éleveurs ne possèdent normalement pas la capacité de pouvoir soutenir durablement une baisse d'une aussi grande ampleur. Si le recul se confirme au 2ème semestre, tout laisse à penser que d'autres filières d'écoulement sont désormais à l'œuvre.

Contre toute attente eu égard à la raréfaction de l'herbe pour cause d'un carême bien marqué cette année, le poids moyen des carcasses a augmenté de plus de 2 kg/tête.

En outre, les bouchers ont proportionnellement plus abattu que la coopérative. Les bouchers confortent ainsi leur position dominante dans l'abattage de bovins.

## FILIERE ANIMALE - Matières premières



CIF = Cost Insurance and Freight (coût assurance et fret)

Source : FranceAgriMer

### Recul des prix

Le repli des prix des graines est encore plus perceptible au 1er semestre 2014. Le plus important concerne celui des prix tourteaux de soja : 20% en 21 mois.

Sur les céréales, les cours s'amortissent progressivement. Les bonnes récoltes mondiales et une demande plus sage conduisent au reflux inexorable des cours. En fait, depuis que les bio-carburants issus des céréales ont perdu de leur superbe et en particulier aux États-Unis, les prix retrouvent des niveaux plus appropriés à une valorisation par l'élevage.

Néanmoins, les menaces tour à tour des craintes de dégâts de gel sur les cultures des plaines américaines, d'un El Niño prononcé, puis de guerre en Ukraine ont limité les baisses. Elles devraient intervenir plus nettement au

deuxième semestre. De surcroît, la qualité médiocre de plusieurs lots de blé français devrait faire pression sur le prix du maïs.

### Des élevages : encore moins autonomes

Les importations des graines et des aliments du bétail finis restent encore soutenues sur ce semestre. Cette croissance constitue la réponse à la progression des productions de viande blanche.

En fait, pour une production globale de viande quasi-stable, l'élevage martiniquais accroît d'une part sa dépendance aux marchés mondiaux et d'autre part son empreinte carbone.

Importations de céréales et aliments pour animaux					
Céréales et aliments pour animaux	unités	1er Semestre			
		2011	2012	2013	2014
Blé	tonne	14 325	15 195	13 699	13 762
	milliers d'€	4 002	4 317	4 422	3 831
	prix €/t	279	284	323	278
Maïs	tonne	8 777	6 549	7 896	8 742
	milliers d'€	2 679	2 308	3 058	2 312
	prix €/t	305	352	387	264
Autres céréales	tonne	2 795	2 965	2 820	2 802
	milliers d'€	2 051	2 348	2 277	2 149
	prix €/t	734	792	808	767
Tourteaux de soja	tonne	3 550	3 298	3 590	3 500
	milliers d'€	1 337	1 237	1 931	1 734
	prix €/t	377	375	538	495
Aliments des animaux de rente	tonne	1 626	1 780	1 816	2 358
	milliers d'€	1 190	1 328	1 400	1 613
	prix €/t	732	746	771	684
Aliments pour l'aquaculture à base de farine de poissons	tonne	448	447	265	232
	milliers d'€	365	400	244	217
	prix €/t	814	895	919	936

Source : Douanes

### DEFINITIONS

- (1) Importations totales : viandes et abats frais réfrigérés et congelés
- (2) Taux d'approvisionnement = production locale / (importations + production locale)
- (3) Gros animaux : bovins, porcins, ovins, caprins

Directeur de la publication : Jacques Helpin

Rédacteurs : Eric Roux

Impression : SSP

Dépôt légal : à parution

ISSN : en cours

**LES PUBLICATIONS ET PRODUITS DE DIFFUSION**

sites : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

<http://daaf972.agriculture.gouv.fr>